

Introduction

Afin d'assurer la subsistance des personnes incapables, physiquement et/ou économiquement, les sociétés humaines (des groupes tribaux aux États centralisés) ont organisé des formes diversifiées de prise en charge. Selon les sociétés, celles-ci se font par les proches (famille, clan), par des institutions spécialisées (hôtel-Dieu, hôpital général, etc.), par l'État, avec les divers systèmes de protection sociale.

Le travail social est l'une de ces formes de prise en charge. Né au cours du XIX^e siècle dans les pays de la révolution industrielle (Grande-Bretagne, Allemagne, États-Unis, France, Belgique et quelques autres), il est une réponse à un double phénomène qui caractérise ces sociétés :

- la précarisation massive de la population qui est la main-d'œuvre de l'industrie naissante, le prolétariat ;
- la rupture des liens de solidarité collective traditionnels affectant ce prolétariat, pour la plupart issu du monde agricole et ayant émigré vers les villes industrielles.

Alors que, jusqu'à cette période, la pauvreté était soit liée à un statut social d'infériorité, soit portée par des individus hors des liens de solidarité (comme les vagabonds), ou encore liée à des phénomènes conjoncturels (tels que famines, épidémies), la pauvreté du prolétariat est le fruit du progrès de l'industrie, clef du développement du système capitaliste. Face à cette situation, les formes traditionnelles de solidarité s'avèrent impuissantes. Les formes individuelles de charité, comme l'aumône, sont incapables d'améliorer le sort de ces nouveaux pauvres que sont les prolétaires. Il s'agit, dans ce XIX^e siècle, de trouver des solutions pour résoudre ce qui est défini comme « la question sociale ». Les solutions varient, mais la cible est la même : le prolétariat, qui, dépourvu de cette protection que constitue la

propriété pour la bourgeoisie¹, est livré aux aléas divers tels que le chômage, la maladie, la vieillesse, sans compter que les salaires sont insuffisants pour assurer le minimum vital que sont l'alimentation et le logement.

En France, principalement dans la seconde moitié du XIX^e siècle, de nombreuses institutions sont mises en place par des philanthropes pour tenter de résoudre cette question sociale. La mise en œuvre de ces diverses actions est souvent précédée par des enquêtes qui visent à apporter des éléments de connaissance de la situation de la classe ouvrière. Les diverses institutions s'inscrivent principalement dans trois champs :

- l'éducation qui, outre celle des enfants, se développe dans les domaines de l'hygiène, de la discipline des corps, de la politesse ;
- la jeunesse, dont la dangerosité est soulignée, marquée par le vagabondage, et à laquelle on répond par l'enfermement dans des institutions visant l'apprentissage ou par les colonies agricoles, prisons des mineurs ;
- le logement, où les actions prennent plusieurs formes : cité ouvrière liée à l'usine, caisse d'épargne visant l'accession à la propriété et, à la fin du siècle, l'instauration des habitations à bon marché (HBM).

Du point de vue idéologique, l'ensemble de ces « œuvres » visent à combattre certes la misère, mais aussi l'organisation autonome de la classe ouvrière et les doctrines socialistes. De leur côté, les ouvriers n'attendaient pas tout de ces œuvres sociales qui leur sont destinées et qui, d'une certaine façon, sont la réponse bourgeoise à leurs revendications d'amélioration de leurs conditions de vie. Malgré une répression constante, ils s'organisent pour résister à leurs conditions de travail, pour imposer une réduction du temps de travail et l'augmentation des salaires. Mutuelles, syndicats, coopératives ont été quelques-unes des formes d'organisation qu'ils ont adoptées tout au long du XIX^e siècle. Et ils ont même essayé, en 1848 avec la République sociale et en 1871 avec la Commune, de réaliser « un bouleversement brutal » du système politique et social.

L'émergence du travail social en France a été préparée par ces diverses actions entreprises pour améliorer le sort de la classe ouvrière. Son apparition s'inscrit en concomitance avec les premières théorisations et mises en œuvre des politiques sociales, portées aussi bien par la bourgeoisie laïque (qui s'incarne dans le Parti radical) que par les divers courants du catholicisme social ou du protestantisme. Nous pouvons donc situer cette émergence du travail social à la fin du XIX^e siècle, sans qu'une date précise puisse être donnée.

Le travail social naissant se situe dans la mouvance de la réforme sociale. Il s'agit d'obtenir la paix sociale en adoptant des réformes améliorant les conditions d'existence des personnes les plus pauvres, la classe ouvrière.

1. Castel R. (2009), *La montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Paris, Seuil, coll. « La couleur des idées ».

Par cette position, le travail social rompt avec la bienfaisance qui consistait à distribuer des secours à des individus, des familles pauvres et méritantes (l'aumône) : il s'agit d'introduire des législations, des institutions qui ont pour objectif la transformation des conditions d'existence soit de catégories de population, soit de l'ensemble de la population.

L'objectif de ce livre est de décrire la naissance du travail social en France et son histoire de la fin du XIX^e siècle au tout début du XXI^e siècle. Partant de ceux que l'on désigne aujourd'hui comme « travailleurs sociaux », il s'agit ici d'établir la généalogie de ces professions, de dire quelles ont été les modalités et conditions de leur surgissement. Issues parfois de champs d'action relativement éloignés, comme les assistantes sociales et les éducateurs, des professions ont fini par être considérées comme faisant partie du travail social, d'autres tirant une partie de leur origine dans le travail social, comme les conseillères en économie sociale familiale (CESF) ou les éducatrices de jeunes enfants (EJE), s'en sont plus ou moins éloignés avant de revenir dans le travail social. Dans cette histoire du travail social, les animateurs ont été peu abordés : leur généalogie est sous le signe de l'éducation populaire et leur place dans le travail social a été relativement courte et s'est limitée à l'histoire récente des centres sociaux.

On ne peut écrire cette histoire du travail social en France sans l'inscrire dans le contexte général dans lequel elle s'est déployée. L'histoire politique, économique, sociale, idéologique et culturelle est une clef indispensable pour comprendre l'évolution du travail social, ses ruptures et continuités.

Ce livre ne prétend pas couvrir toute l'histoire du travail social, toutes ses facettes, toutes les formes d'intervention qui ont été développées, toutes les institutions. Volontairement synthétique, et donc partial et partiel, il vise à dessiner les grandes lignes de l'histoire du travail social en France.

Ce livre n'aurait pu être écrit si, à partir des années 1980, les travaux de recherche sur l'histoire du travail social ne s'étaient pas multipliés. De nombreux articles et livres ont été publiés. C'est dans ces travaux portant sur des institutions, associations, personnalités, professions, sur certaines périodes, et dans les recherches que j'ai effectuées, que j'ai trouvé la matière pour les cours sur l'histoire du travail social que je donne depuis une trentaine d'années. Ce livre est une synthèse de toutes ces recherches et publications.

Ce manuel s'adresse à tous les professionnels du travail social, en particulier à ceux qui sont en formation initiale ou supérieure. Il s'adresse aussi aux historiens qui, jusqu'à aujourd'hui, se sont assez peu penchés sur l'histoire du travail social, sur la source de données qu'il constitue pour aborder l'histoire des milieux ouvriers et populaires, et des femmes en particulier. Enfin, il s'adresse à tous ceux et celles qui, de par leur fonction, sont concernés par le travail social. L'histoire du travail social peut aussi être considérée comme un vaste champ d'action où des modalités diverses d'intervention

ont été mises en œuvre. À l'heure où l'on parle beaucoup d'évaluation et d'innovation, un regard sur le passé apporte des éléments utiles pour décider aujourd'hui.

Cet ouvrage est découpé en cinq chapitres couvrant les différentes étapes historiques du travail social. Ce découpage correspond à la périodisation habituelle des années qui vont de la fin du XIX^e siècle au tout début du XXI^e siècle, suivant les mutations et ruptures de cette longue période.

Le premier chapitre porte sur la naissance du travail social. C'est la période des premières ébauches de professionnalisation avec l'apparition des écoles de formation, l'émergence des premières professionnelles qui se consacrent, à plein temps, aux œuvres sociales. Si la date de naissance est loin de pouvoir être précisée, la date de fin de cette première période est très précise : c'est août 1914. La Première Guerre mondiale donne naissance, dans la violence des combats, à un nouveau siècle : celui des guerres et des révolutions.

Le deuxième chapitre commence donc avec la guerre de 1914 et s'arrête au début de la Seconde Guerre mondiale (1914-1939). Cette période est celle d'un fort développement des actions sanitaires et sociales, du développement et de la reconnaissance des premières professions sociales. Les professionnelles salariées, essentiellement au début les infirmières visiteuses et les surintendantes, commencent à être fortement présentes dans l'action sanitaire et sociale. Les premiers diplômés sont créés (infirmières visiteuses en 1922 et assistantes sociales en 1932), le nombre et les champs d'activités des travailleuses sociales s'élargissent.

Le troisième chapitre présente, dans un contexte très fortement marqué par les ruptures politiques, l'institutionnalisation du travail social. Ces dix années, qui vont de 1939 à 1949, sont marquées par l'apparition d'une nouvelle profession (les éducateurs) et par l'intégration du travail social dans les politiques sociales de l'État. Les assistantes sociales, qu'elles soient diplômées ou faisant fonction, sont confrontées, en ces années sombres, à la question de la légitimité d'actions allant contre la légalité. L'encadrement institutionnel du travail social se met en place, la réglementation se développe.

Le quatrième chapitre traite de la période dite des « Trente Glorieuses » et couvre les années 1950-1980. Ces années connaissent un remarquable développement du travail social, sa reconnaissance par les diplômés, sa diversification, la très forte croissance numérique des travailleurs sociaux. Le travail social est inscrit dans la démarche planificatrice de l'État, dont l'objectif déclaré est le développement économique et social. La politique sociale de l'État donne les grandes orientations de l'intervention sociale.

Le cinquième chapitre s'ouvre sur un changement politique (l'élection de François Mitterrand) et le début de ce qu'on pensait être une crise temporaire. Dans ces années qui commencent en 1980 jusqu'au tout début des années 2000, le travail social fait face à la montée de la précarité et de

la pauvreté, due aux transformations de l'économie et à l'affaiblissement des solidarités collectives. La décentralisation change complètement le cadre global de l'action sociale ; les travailleurs sociaux, bousculés par la nouvelle gouvernance de l'action sociale et par l'absence de perspective de changement de situation de la masse de leurs « usagers », se mobilisent sous des formes diverses. Le fossé entre les discours sur ce que doit être le travail social, émanant pour la plupart d'instances gouvernementales, et les pratiques de terrain s'accroît. Avec le développement de la recherche en travail social, des formations supérieures, la création de la chaire en travail social, de masters professionnels dans des universités, la construction du travail social comme discipline des sciences sociales est entamée.

À l'origine de ce livre est la conviction que la connaissance du passé permet de mieux comprendre le présent et de construire l'avenir. Loin de l'affirmation, que l'on peut entendre parfois dans les rangs des travailleurs sociaux, que « c'était mieux avant », ce livre veut montrer que le travail social, tel qu'il est aujourd'hui, est le fruit de mobilisations, combats, tensions, conflits dans des contextes qui, en certaines périodes, ont été marqués par l'extrême pauvreté de certains, par la précarité de nombreuses catégories de population et par l'exclusion de ceux que l'on considérait comme indésirables. Face aux situations de précarité des temps présents, face aux discours et politiques de rejet des « indésirables » d'aujourd'hui, il importe de regarder comment les travailleurs sociaux d'hier ont agi pour en tirer des pistes de pratiques s'appuyant sur les acquis et évitant les erreurs du passé. Puisse ce livre d'histoire apporter des points d'appui pour les travailleurs sociaux d'aujourd'hui et de demain.